

Art. 3. Die afwijking zal onmiddellijk ingetrokken worden bij niet voldoening aan de bepalingen van de artikelen 1 of 2 van dit besluit.

Art. 4. Indien voor een of andere oorzaak de vergunning van de in artikel 1 bedoelde inrichting zou ingetrokken, opgeschort of vervallen zijn zonder hernieuwing, zou die afwijking van ambtswege nietig zijn.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 10 juli 1987.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

F. 87 — 2056

24 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment les articles 76 à 78, l'article 79, modifié par l'arrêté royal du 26 mars 1985, et le titre V, inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Région wallonne du 15 juillet 1985 et modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 avril 1987;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'O.N.E.m.;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions donné le 31 août 1987;

Considérant que la pratique a démontré que les articles 76 à 81 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 étaient, par certains aspects vagues ou incomplets;

Considérant que, par conséquent, ces mesures ont donné lieu à de nombreuses interprétations administratives;

Considérant qu'il importe, d'une part de donner un fondement juridique réel à certains usages établis et, d'autre part, de rectifier et de modifier le texte existant à la lumière des expériences antérieures;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes,

Arrête :

**Article unique.** Dans l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, au titre V, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985 et modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 avril 1987 est ajoutée une section 2 intitulée « Aide à la création, à l'extension et à la reconversion d'entreprise », comprenant les articles 279 à 293 et rédigée comme suit :

**Section 2. — Aide à la création, à l'extension et à la reconversion d'entreprises**

Article 279. Les articles 76 à 81 du présent arrêté cessent d'être applicables à la Région wallonne.

Article 280. L'Office peut intervenir dans les dépenses inhérentes à la sélection et à la formation du personnel en vue de la création d'une entreprise, de son extension, ou de sa reconversion.

Article 281. La sélection des travailleurs est opérée en collaboration avec les services publics de placement. Ces services peuvent soumettre les candidats à un examen médical ou à un examen psychologique.

Les candidats qui ont été soumis à un examen peuvent obtenir le remboursement des frais de déplacement qu'ils ont exposés, aux conditions fixées par le Ministre, après avis du Comité de gestion.

Le Ministre peut également décider, après avis du Comité de gestion, que l'Office interviendra dans d'autres dépenses inhérentes à la sélection.

Article 282. § 1er. L'Office est autorisé à conclure avec des employeurs des conventions relatives à la formation au sein de leur entreprise des travailleurs qu'ils emploient dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion de celle-ci.

La convention fixe les conditions et la durée des interventions de l'office dans la rémunération augmentée des charges sociales et assurances contre les accidents de travail du personnel chargé de la formation et des travailleurs bénéficiant de celle-ci.

§ 2. Si la nature des méthodes de fabrication ou les procédés ou d'autres motifs techniques exigent qu'un ou plusieurs travailleurs acquièrent à l'étranger la formation requise ou que des moniteurs ou techniciens étrangers assurent une formation dans l'entreprise, le Comité de gestion peut également proposer une intervention dans les dépenses exposées à cet effet par l'employeur.

Article 283. L'intervention concernant les stages de formation de travailleurs à l'étranger et les frais relatifs aux moniteurs étrangers, porte, en plus des rémunérations et charges, sur les frais inhérents aux voyages aller-retour (un par pays de destination pour les travailleurs formés) ainsi qu'aux frais et indemnités de séjour.

Le cas échéant, l'intervention pour les frais visés ci-dessus mis à part les frais de voyage, est limitée pour les moniteurs étrangers à l'entreprise à 28 050 F par semaine.

Si le moniteur exerce d'autres charges que la formation du personnel, seule l'intervention dans les rémunérations et charges peut être prise en compte.

Article 284. L'intervention pour les moniteurs est calculée en fonction du nombre de semaines de formation effective, eu égard à la profession, et du nombre de stagiaires qu'ils forment. Cette intervention est maximale si elle concerne cinq travailleurs au moins, sinon elle est calculée *au prorata* du nombre de travailleurs formés.

Article 285. Seules peuvent bénéficier d'une intervention les entreprises industrielles ou à caractère industriel dont un siège d'exploitation est situé en Région wallonne, à l'exception :

— de celles qui poursuivent des activités du secteur tertiaire relatives au commerce de distribution de biens et des services, de gros ou de détail;

— de celles qui ont une activité de production et de distribution d'énergie.

Les formations pour lesquelles l'entreprise peut bénéficier de l'intervention de la Région doivent revêtir un caractère essentiellement technique en vue de la mise en route de procédés nouveaux pour ce siège nécessitant une formation d'au moins quatre semaines lorsqu'elles se déroulent dans l'entreprise, qu'ils soient liés ou non à l'élaboration de nouveaux produits.

La durée maximale de formation pour un travailleur est limitée à vingt-six semaines, qu'elle se déroule à l'entreprise ou en dehors.

Le stage à l'étranger n'est pris en considération que s'il a une durée minimale de cinq jours consécutifs.

Les travailleurs formés doivent être ressortissants d'un Etat-Membre de la C.E.E. ou résider effectivement en Région wallonne, être âgés d'au moins dix-huit ans et liés à l'entreprise par contrat d'emploi à durée indéterminée.

Article 286. Pour pouvoir bénéficier de l'intervention, une entreprise nouvelle doit entraîner la création de cinq emplois nouveaux au moins.

Les investissements réalisés lors de l'extension d'une entreprise et qui entraînent soit la création au sein d'une société existante d'une nouvelle division pour réaliser des produits différents, soit un accroissement de capacité par application de nouvelles techniques, doivent maintenir l'emploi existant.

La réalisation au sein d'une entreprise ou au sein d'une de ses filiales d'investissements visant à la reconversion par la production :

— de produits différents par des techniques nouvelles;

— de produits similaires par des techniques différentes;

— de produits nouveaux destinés à de nouveaux marchés, doivent entraîner le maintien d'au moins 80 p.c. des emplois existant en Région wallonne, soit au sein de la société ou d'une de ses filiales lorsque ces investissements y sont réalisés en vue de la reconversion.

Article 287. L'intervention est limitée à 50 p.c. des dépenses exposées par l'employeur et est plafonnée à 5 millions de francs.

Ce plafond peut être dépassé :

1° lorsqu'il s'agit d'une création d'entreprise prévue à l'article précédent, à condition que le début de son activité industrielle ne se réalise ni par le transfert de travailleurs de production originaires d'une autre entreprise participant au capital de la nouvelle entreprise ni en recourant aux travailleurs exerçant la même activité sur le même site industriel;

2° lorsqu'une extension ou une reconversion d'entreprise provoque une augmentation nette d'emplois d'au moins 25 p.c. du nombre de travailleurs formés sur place.

L'entreprise perd le bénéfice de l'intervention déplaçonnée si elle ne remplit plus les conditions au terme de l'opération fixée par la convention.

Article 288. La convention accordant l'intervention prend cours, pour une période maximale de deux ans, au plus tôt à la date à laquelle l'entreprise a adressé sa demande de base à l'Office et, au plus tard, à celle du début de la première formation.

Article 289. § 1er. L'employeur adresse cette demande de base à l'administration centrale de l'Office par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Il envoie à l'Office au plus tard au moment du début de l'activité industrielle visée, un dossier complet dans lequel il mentionne :

1° les autres interventions ou avantages qu'il a obtenus ou sollicités des pouvoirs publics en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion de son entreprise;

2° en cas de création :

a) la localité dans laquelle l'entreprise est ou sera établie;

b) la nature de l'activité de l'entreprise;

c) l'évaluation du nombre de travailleurs qui seront recrutés, ainsi que l'échelonnement de ces recrutements;

d) la qualification de ces travailleurs, l'indication et, éventuellement, la description de leur profession;

e) le régime de travail prévu et le montant de la rémunération et des avantages offerts;

f) la nature et le plan des investissements liés à la création;

3° en cas d'extension :

a) la raison sociale et l'adresse de l'entreprise ainsi que la nature de son activité;

b) la localité dans laquelle les travailleurs à recruter devront exercer leur activité;

c) l'évaluation du nombre de travailleurs supplémentaires qui seront recrutés, ainsi que l'échelonnement de ces recrutements;

d) la qualification de ces travailleurs et la description de leur profession;

e) le régime de travail prévu et le montant de la rémunération et des avantages offerts;

f) la nature et le plan des investissements liés à l'extension;

4° en cas de reconversion :

a) la raison sociale et l'adresse de l'entreprise, ainsi que la nature de son activité;

b) la localité dans laquelle les travailleurs à recruter devront exercer leur activité;

c) la nécessité, le but, l'ampleur, et le financement de la reconversion;

d) la durée prévue des opérations de reconversion et leur rythme d'exécution;

e) l'évaluation du nombre de travailleurs dont l'emploi sera maintenu dans l'entreprise pendant les opérations de reconversion;

f) l'évaluation du nombre de travailleurs dont le travail sera temporairement réduit ou interrompu pendant la reconversion;

g) l'évaluation du nombre et la description des nouveaux emplois qui sont prévus;

- h) l'échelonnement des réductions et des réemplois du personnel;  
 j) la justification de l'opportunité d'un programme éventuel de formation professionnelle; l'évaluation du nombre de travailleurs intéressés par cette formation et la nouvelle profession qu'ils sont appelés à exercer;  
 j) la nature et le plan des investissements liés à la reconversion.

Article 290. Le Comité de gestion statue sur la conformité des demandes d'intervention aux dispositions prévues, sur la suite à leur réserver et fixe, en cas de suite favorable, le montant maximal d'intervention, son imputation budgétaire ainsi que le délai de production par l'entreprise des pièces justificatives.

Le Ministre approuve les demandes. Le Comité de gestion conclut les conventions.

Aucune décision favorable ne peut être prise si ce n'est dans les limites budgétaires disponibles.

Article 291. Les interventions auprès des entreprises dont la création, l'extension ou la reconversion permet le dépassement du plafond prévu à l'article 287 seront liquidées, en toute hypothèse, après expiration de la convention.

Article 292. Le paiement de l'intervention sera effectué sur production par l'entreprise des pièces justificatives énumérées dans la convention.

Ces pièces devront être transmises à l'Office à une date déterminée dans la convention. Le dépassement de l'échéance ainsi prévue entraînera soit la récupération des tranches d'interventions déjà versées, soit le non versement de l'intervention.

Article 293. Les articles 76 à 81 continuent de régir les conventions conclues avant la date d'entrée en vigueur des articles 279 à 292.

Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables et, par dérogation à l'article 289, § 2, les dossiers complets peuvent être introduits après le début de l'activité visée, au plus tard le 31 décembre 1987.

Bruxelles, le 24 septembre 1987.

M. WATHELET,

Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel.

A. DECLETY,

Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région wallonne.

#### ÜBERSETZUNG

D. 87 — 2056

#### 24. SEPTEMBER 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit

Aufgrund von Artikel 7 des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit, insbesondere der Artikel 76 bis 78, des Artikels 79, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 28. März 1965, und des Titels V, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985 und abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 31. August 1987;

In der Erwägung, daß die Praxis erwiesen hat, daß die Artikel 76 bis 81 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 in gewisser Hinsicht unklar oder unvollständig waren;

In der Erwägung, daß diese Maßnahmen demzufolge zu zahlreichen administrativen Auslegungen geführt haben;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, einerseits den bestehenden Praktiken eine reale Rechtsgrundlage zu geben und andererseits den bestehenden Text aufgrund der früheren Erfahrungen zu berichtigen und abzuändern;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Einziges Artikel.** Im Königlichen Erlaß vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit wurde dem Titel V, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985 und abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987, ein Abschnitt 2 mit der Überschrift « Beihilfe für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben » hinzugefügt, der die Artikel 279 bis 293 umfaßt und wie folgt lautet :

**Abschnitt 2. — Beihilfe für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben**

Artikel 279. Die Artikel 76 bis 81 des vorliegenden Erlasses finden nicht mehr Anwendung auf die Wallonische Region.

Artikel 280. Das Landesamt kann sich an den Ausgaben bezüglich der Selektion und der Ausbildung des Personals im Hinblick auf die Gründung eines Betriebs, dessen Erweiterung oder dessen Umstellung beteiligen.

Artikel 281. Die Selektion der Arbeitnehmer erfolgt in Zusammenarbeit mit den öffentlichen Arbeitsvermittlungsstellen. Diese Stellen können die Bewerber einer ärztlichen Untersuchung oder einer psychologischen Prüfung unterziehen.

Die Fahrkosten der Bewerber, die sich einer Untersuchung unterzogen haben, können unter den vom Minister festgelegten Bedingungen und nach Gutachten des Verwaltungsausschusses zurückerstattet werden.

Der Minister kann nach Gutachten des Verwaltungsausschusses ebenfalls beschließen, daß das Landesamt sich an anderen Ausgaben für die Selektion beteiligen wird.

Artikel 282. § 1. Das Landesamt darf Abkommen mit Arbeitgebern schließen, um die Arbeitnehmer, die sie im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags beschäftigen, im Hinblick auf die Gründung, die Erweiterung oder die Umstellung ihres Betriebs in diesem selbst auszubilden.

Das Abkommen bestimmt die Bedingungen und die Dauer der Beteiligungen des Landesamtes an den Lohn, erhöht um die Soziallasten und Arbeitsunfallversicherungen, des mit der Ausbildung beauftragten Personals und der Arbeitnehmer, die ausgebildet werden.

§ 2. Wenn ein oder mehrere Arbeitnehmer aufgrund der Art der Fabrikationsmethoden oder aufgrund der Verfahren oder aus anderen technischen Gründen im Ausland oder durch ausländische Auszubildende bzw. Techniker im Betrieb ausgebildet werden müssen, kann der Verwaltungsausschuß ebenfalls eine Beteiligung an den Ausgaben vorschlagen, die der Arbeitgeber zu diesem Zweck tätigt.

Artikel 283. Die Beteiligung in bezug auf die Lehrgänge von Arbeitnehmern im Ausland und die Kosten bezüglich der ausländischen Auszubildenden bezieht sich neben den Löhnen und Lasten auf die Kosten für die Hin- und Rückfahrten (eine Hin- und Rückfahrt pro Bestimmungsland für die ausgebildeten Arbeitnehmer) und auf die Aufenthaltskosten und -vergütungen.

Für die Auszubildenden, die nicht zum Betrieb gehören, ist die Beteiligung an den obenerwähnten Kosten, die Fahrkosten ausgenommen, gegebenenfalls auf 28 850 BF pro Woche begrenzt.

Wenn der Auszubildende andere Aufgaben als die Ausbildung des Personals ausübt, kann nur die Beteiligung an den Löhnen und Kosten berücksichtigt werden.

Artikel 284. Die Beteiligung für die Auszubildenden wird berechnet auf der Grundlage der Anzahl Wochen tatsächlicher Ausbildung, mit Rücksicht auf den Beruf, und der Anzahl Auszubildender.

Der maximale Betrag dieser Beteiligung wird ab dem Augenblick zuerkannt, wo mindestens 5 Arbeitnehmer betroffen sind, anderenfalls wird der Betrag im Verhältnis zur Anzahl ausgebildeter Arbeitnehmer berechnet.

Artikel 285. Eine Beihilfe können nur die Industriebetriebe oder die Betriebe mit industriellem Charakter, die einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben, erhalten, mit Ausnahme :

- derjenigen, die im Dienstleistungssektor Tätigkeiten bezüglich der Verteilung von Gütern oder der Erbringung von Dienstleistungen, im Groß- oder Einzelhandel, ausüben;
- derjenigen, die im Bereich der Energieerzeugung und -verteilung tätig sind.

Die Ausbildung, für die der Betrieb die Beihilfe der Region erhalten kann, muß hauptsächlich technischer Art sein und für diesen Sitz auf die Einsetzung neuer Verfahren ausgerichtet sein, welche eine mindestens vierwöchige Ausbildung im Betrieb erfordert, ob diese Verfahren nun mit der Herstellung neuer Produkte verbunden sind oder nicht.

Die Höchstdauer der Ausbildung ist für einen Arbeitnehmer auf sechsundzwanzig Wochen begrenzt, ob sie nun innerhalb oder außerhalb des Betriebs stattfindet.

Die Ausbildung im Ausland wird nur berücksichtigt, wenn sie mindestens fünf aufeinanderfolgende Tage dauert.

Die ausgebildeten Arbeitnehmer müssen die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der E.W.G. besitzen oder ihren effektiven Wohnsitz in der Wallonischen Region haben, mindestens achzehn Jahre alt sein und im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags im Betrieb beschäftigt sein.

Artikel 286. Um die Beihilfe zu erhalten, muß ein neuer Betrieb zu der Schaffung von mindestens fünf neuer Stellen führen.

Die bei der Erweiterung eines Betriebs vorgenommenen Investitionen, durch die entweder eine neue Abteilung für die Herstellung anderer Produkte innerhalb einer bestehenden Gesellschaft geschaffen wird oder die Kapazität aufgrund der Anwendung neuer Techniken erhöht wird, müssen die bestehenden Arbeitsplätze aufrechterhalten.

Wenn innerhalb eines Betriebs oder innerhalb eines seiner Tochterbetriebe Investitionen zur Umstellung des Betriebs durch die Herstellung :

- anderer Produkte anhand neuer technischer Verfahren;
- ähnlicher Produkte anhand anderer technischer Verfahren;
- neuer Produkte für neue Märkte,

vorgenommen werden, müssen mindestens 80 Pzt. der in der Wallonischen Region bestehenden Arbeitsplätze aufrechterhalten werden, entweder innerhalb der Gesellschaft oder in einer ihrer Tochtergesellschaften, wenn diese Investitionen dort im Hinblick auf die Umstellung vorgenommen werden.

Artikel 287. Die Beihilfe ist auf 50 Pzt. der Ausgaben des Arbeitgebers begrenzt, und ihre Höchstgrenze ist auf 5 Millionen Franken festgelegt.

Diese Höchstgrenze darf überschritten werden :

1° wenn es sich um eine im vorangehenden Artikel vorgesehene Betriebsgründung handelt, unter der Bedingung, daß der Betrieb seine industrielle Tätigkeit weder durch die Übernahme des Produktionspersonals eines anderen am Kapital des neuen Betriebs beteiligten Betriebs noch durch die Inanspruchnahme der Arbeitnehmer aufnimmt, die die gleiche Tätigkeit auf demselben Industriegelände ausüben;

2° wenn die Anzahl an Ort und Stelle ausgebildeter Arbeitnehmer durch eine Betriebserweiterung oder -umstellung rein um 25 Pzt. erhöht wird.

Der Betrieb verliert den Anspruch auf die uneingeschränkte Beihilfe, wenn er die Bedingungen am Ende des durch das Abkommen festgelegten Vorgangs nicht mehr erfüllt.

Artikel 288. Das Abkommen über die Gewährung der Beihilfe gilt für höchstens zwei Jahre, und zwar frühestens ab dem Tag, an dem der Betrieb seinen Grundantrag beim Landesamte gestellt hat und spätestens ab dem Tag, an dem der erste Ausbildungslehrgang beginnt.

Artikel 289. § 1. Der Arbeitgeber reicht diesen Grundantrag bei der Zentralverwaltung des Landesamtes per Einschreiben ein.

§ 2. Spätestens bei Beginn der betreffenden industriellen Tätigkeit schickt er dem Landesamt eine vollständige Akte zu, in dem er folgendes erwähnt :

1° die anderen Beihilfen oder Vorteile, die er im Hinblick auf die Gründung, die Erweiterung oder die Umstellung seines Betriebs von den öffentlichen Behörden erhalten oder bei diesen beantragt hat;

- 2° im Falle einer Gründung :
- a) den Ort, in dem der Betrieb sich niedergelassen hat oder sich niederlassen wird;
  - b) die Art der Tätigkeit des Betriebs;
  - c) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die eingestellt werden, sowie den Zeitplan für diese Einstellungen;
  - d) die Qualifikation dieser Arbeitnehmer, die Angabe und gegebenenfalls die Beschreibung ihres Berufes;
  - e) die vorgesehene Arbeitszeitregelung und die Höhe des angebotenen Lohns und der angebotenen Vorteile;
  - f) die Art und den Plan der mit der Gründung verbundenen Investitionen;
- 3° im Falle einer Erweiterung :
- a) die Firma und die Adresse des Betriebs sowie die Art seiner Tätigkeit;
  - b) den Ort, in dem die einzustellenden Arbeitnehmer tätig sein werden;
  - c) die voraussichtliche Anzahl zusätzlicher Arbeitnehmer, die eingestellt werden, sowie den Zeitplan für diese Einstellungen;
  - d) die Qualifikation dieser Arbeitnehmer und die Beschreibung ihres Berufes;
  - e) die vorgesehene Arbeitszeitregelung und die Höhe des angebotenen Lohns und der angebotenen Vorteile;
  - f) die Art und den Plan der mit der Erweiterung verbundenen Investitionen;
- 4° im Falle einer Umstellung :
- a) die Firma und die Adresse des Betriebs sowie die Art seiner Tätigkeit;
  - b) den Ort, in dem die einzustellenden Arbeitnehmer tätig sein werden;
  - c) die Notwendigkeit, das Ziel, den Umfang und die Finanzierung der Umstellung;
  - d) die Dauer, die für die Umstellung vorgesehen ist, und den Zeitplan für ihre Durchführung;
  - e) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die während der Umstellung weiterhin beschäftigt werden;
  - f) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die während der Umstellung zeitweilig weniger oder gar nicht arbeiten werden;
  - g) die voraussichtliche Anzahl und die Beschreibung der neuen Stellen, die vorgesehen sind;
  - h) den Zeitplan für den Abbau und die Wiedereinstellung des Personals;
  - i) die Rechtfertigung der Zweckmäßigkeit eines eventuellen Schulungsprogramms; die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die auszubilden sind, und den neuen Beruf, den sie ausüben sollen.

Artikel 290. Der Verwaltungsausschuß befindet über die Übereinstimmung der Anträge auf Beteiligung mit den vorgesehenen Bestimmungen, über den Antrag selbst, und, wenn dem Antrag stattgegeben wird, bestimmt er den Höchstbetrag der Beihilfe, ihre Verbuchungsstelle sowie die Frist, in der der Betrieb die Belege vorlegen muß.

Der Minister genehmigt die Anträge. Der Verwaltungsausschuß schließt die Abkommen.

Ein günstiger Beschluß darf nur im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gefaßt werden.

Artikel 291. Die Beihilfen für die Betriebe, deren Gründung, Erweiterung oder Umstellung die Überschreitung der in Artikel 287 vorgesehenen Grenze gestattet, werden in jedem Fall nach Ablauf des Abkommens ausbezahlt.

Artikel 292. Die Auszahlung der Beihilfe erfolgt, nachdem der Betrieb die im Abkommen aufgezählten Belege vorgelegt hat.

Diese Belege müssen dem Landesamt an dem im Abkommen festgelegten Tag übermittelt werden. Die Überschreitung der auf diese Weise vorgesehenen Frist führt entweder zur Einforderung der bereits ausgezahlten Teilbeträge der Beihilfe oder zur Nichtauszahlung der Beihilfe.

Artikel 293. Die Artikel 76 bis 81 gelten weiterhin für die Abkommen, die vor dem Tag des Inkrafttretens der Artikel 279 bis 292 geschlossen worden sind.

Die Anträge, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, bleiben gültig, und in Abweichung von Artikel 289, § 2 können die vollständigen Akten nach Beginn der betreffenden Tätigkeit spätestens für den 31. Dezember 1987 eingereicht werden.

Brüssel, den 24. September 1987.

M. WATHELET,

Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,  
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal.

A. DECLETY,

Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region.

VERTALING

N. 87 — 2056

24 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikelen 76 tot 78, artikel 79, gewijzigd door het koninklijk besluit van 26 maart 1965, en titel V, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985 en gewijzigd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van de R.V.A.;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 31 augustus 1987;

Overwegende dat uit de praktijk blijkt dat de artikelen 76 tot 81 van het koninklijk besluit van 20 december 1983, op sommige gezichtspunten, vaag of onvolledig waren;

Overwegende dat, bijgevolg, deze maatregelen aanleiding gegeven hebben aan talrijke administratieve interpretaties;

Overwegende dat het van belang is om, enerzijds, een werkelijke juridische grond te geven aan sommige gevestigde gebruiken en, anderzijds, de bestaande tekst aan te passen en te wijzigen aan het oordeel van de vroegere ervaringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand,

Besluit :

**Enig artikel.** In het koninklijk besluit van 20 december 1983 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid, in titel V, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985 en gewijzigd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987 wordt een afdeling 2, betiteld « Hulp aan de bedrijfsoprichting, -uitbreiding en -herschakeling », bevattende de artikelen 279 tot 293 en luidend als volgt ingevoegd :

*Afdeling 2. — Hulp aan de bedrijfsoprichting, -uitbreiding en -herschakeling*

Artikel 279. De artikelen 76 tot 81 zijn niet meer van toepassing voor het Waalse Gewest.

Artikel 280. De Dienst kan tussenkomen in de uitgaven verbonden aan de schifting en de opleiding van het personeel met het oog op de oprichting van een bedrijf, de uitbreiding of de herschakeling ervan.

Artikel 281. De schifting van de werknemers wordt uitgevoerd in samenwerking met de openbare diensten voor arbeidsbemiddeling. Deze diensten kunnen de kandidaten aan een medisch of psychologisch onderzoek onderwerpen.

De kandidaten die aan een onderzoek onderworpen geweest zijn kunnen de terugbetaling van de door hen medegedeelde verplaatsingskosten, aan de voorwaarden vastgesteld door de Minister, na advies van de Raad van beheer verkrijgen. De Minister kan eveneens bepalen, na advies van de Raad van beheer of de dienst zal tussenkomen in andere uitgaven aan de opleiding verbonden.

Artikel 282. § 1. De Dienst is gemachtigd overeenkomsten met werkgevers betreffende de opleiding in hun bedrijf van de werknemers die zij tewerkstellen door een arbeidskontraat van onbepaalde duur met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de herschakeling ervan af te sluiten.

De overeenkomst bepaald de voorwaarden en de duur van de bijdragen van de dienst in het loon vermeerderd met de maatschappelijke lasten en de verzekeringen voor arbeidsongevallen van het personeel belast met de opleiding en de ervan genietende werknemers.

§ 2. Indien de vervaardigingsmethoden of de procédés of andere technische redenen eisen dat één of meerdere werknemers de nodige opleiding in het buitenland verkrijgen of dat vreemde leiders of technici een opleiding in het bedrijf verzekerden kan de Raad van beheer evenals een bijdrage in de door de werkgever voor dit doel medegedeelde uitgaven voorstellen.

Artikel 283. De bijdrage betreffende de opleidingsstage van werknemers in het buitenland en de uitgaven betreffende vreemde leiders houdt in, bovendien de lonen en lasten, de uitgaven verbonden aan de retourreizen (één per bestemmingsland voor de opgeleide werknemers) evenals de verblijfskosten en -vergoedingen.

In vervallend geval, is de bijdrage voor de hierboven bedoelde kosten met uitzondering voor de reiskosten beperkt voor de aan het bedrijf vreemde leiders tot 28 850 F per week.

Indien de leider andere lasten dan de opleiding van het personeel uitoefent kan enkel de bijdrage in de lonen en lasten in rekening genomen worden.

Artikel 284. De bijdrage voor de leiders wordt berekend afhankelijk van het aantal weken van effectieve opleiding met inachtneming van het beroep en het aantal stagiairs die zij opleiden.

Deze bijdrage is maximaal indien zij betrekking heeft op ten minste vijf werknemers, zo niet, wordt zij berekend naar verhouding van het aantal opgeleide werknemers.

Artikel 285. Kunnen enkel genieten van een bijdrage de industriële bedrijven of die met een industrieel karakter waarvan een uitbatingzetel in het Waalse Gewest gelegen is, met uitzondering van :

— dewelke activiteiten van de tertiaire sector in verband met de handel van verdeling van goederen en diensten, groot of klein, vervolgen;

— dewelke een activiteit van productie en verdeling van energie hebben.

De opleidingen waarvoor het bedrijf van de bijdragen van het Gewest kan genieten moeten een volstrekt technisch karakter bekleden met het oog op de inwerkingstelling van nieuwe procédés voor deze zetel die een opleiding van ten minste vier weken nodig maken indien zij plaats hebben in het bedrijf, verbonden of niet aan de voorbereiding van nieuwe produkten.

De maximale opleidingsduur voor een werknemer is bepaald tot zesentwintig weken, of zij in het bedrijf of er buiten plaats heeft.

De stage in het buitenland wordt enkel in acht genomen indien hij een minimale duur van vijf opeenvolgende dagen telt.

De opgeleide werknemers moeten burger van een Lid-Staat van de E.E.G. zijn of werkelijk in het Waalse Gewest verblijven, minstens achttien jaar oud zijn en aan het bedrijf door een arbeidskontraat van onbepaalde duur verbonden zijn.

Artikel 286. Om van de bijdrage te kunnen genieten moet een nieuw bedrijf de instelling van ten minste vijf nieuwe betrekkingen als gevolg hebben.

De investeringen uitgevoerd bij de uitbreiding van een bedrijf en die, hetzij de oprichting van een nieuwe afdeling in een bestaande maatschappij om andere produkten te vervaardigen, hetzij een verhoging van de capaciteit door toepassing van nieuwe technieken als gevolg hebben, moeten de bestaande tewerkstelling behouden.

De uitvoering in een bedrijf of in een van zijn dochtermaatschappijen van investeringen met het oog op de herschakeling door de produktie van :

— andere produkten door nieuwe technieken;

— gelijkaardige produkten door andere technieken;

— nieuwe produkten bestemd voor nieuwe markten,

moeten het behouden van ten minste 80 pct. van de in het Waalse Gewest bestaande betrekkingen, hetzij in de maatschappij, hetzij in een van de dochtermaatschappijen als gevolg hebben wanneer deze investeringen er voor de herschakeling uitgevoerd worden.

Artikel 287. De bijdrage is beperkt tot 50 pct. van de door de werkgever voorgelegde uitgaven en is vastgesteld op de maximumgrens van 5 miljoen franken.

Deze maximumgrens kan overschreden worden :

1° indien het een in het vorig artikel voorziene bedrijfsoprichting betreft, op voorwaarde dat het begin van zijn industriële activiteit noch door de overheveling van produktiewerknemers afkomstig uit een ander bedrijf welk deel heeft in het kapitaal van het nieuw bedrijf noch door beroep te doen op werknemers uitoefende dezelfde activiteit in dezelfde industriezone tot stand komt;

2° indien een bedrijfsuitbreiding of -herschakeling een duidelijke verhoging van betrekkingen van minstens 25 pct. van het aantal ter plaatse opgeleide werknemers veroorzaakt.

Het bedrijf verliest het voordeel van de bijdrage zonder begrenzing indien het de voorwaarden op het einde van de door de overeenkomst bepaalde operatie niet meer vervult.

Artikel 288. De overeenkomst tot toekenning van de bijdrage begint, voor een maximale duur van twee jaar, ten vroegste op de datum waarop het bedrijf zijn basisaanvraag naar de Dienst heeft toegezonden en, ten laatste, op deze van het begin van de eerste opleiding.

Artikel 289. § 1. De werkgever verstuurd deze basisaanvraag naar het centraal bestuur van de Dienst bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. Hij doet aan de Dienst ten laatste bij het begin van de bedoelde industriële activiteit een compleet dossier toekomen waarin hij vermeldt :

1° de andere bijdragen of voordelen die hij bekomen of aangevraagd heeft bij de overheid met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de herschakeling van zijn bedrijf;

2° in geval van oprichting :

a) de plaats waar het bedrijf gevestigd is of zal zijn;

b) de aard van de activiteit van het bedrijf;

c) de raming van het aantal werknemers die aangeworven zullen zijn evenals de spreiding van deze aanwervingen;

d) de kwalificatie van deze werknemers, de aanduiding en, eventueel, de beschrijving van hun beroep;

e) de voorziene arbeidsregeling en het bedrag van het loon en van de aangeboden voordelen;

f) de aard en het plan van de investeringen verbonden aan de oprichting;

3° in geval van uitbreiding :

a) de firma en het adres van het bedrijf evenals de aard van zijn activiteit;

b) de plaats waar de aan te werven werknemers hun activiteit zullen moeten uitoefenen;

c) de raming van het aantal bijkomende werknemers die aangeworven zullen worden, evenals de spreiding van deze aanwervingen;

d) de kwalificatie van deze werknemers en de beschrijving van hun beroep;

e) de voorziene arbeidsregeling en het bedrag van het loon en van de aangeboden voordelen;

f) de aard en het plan van de investeringen verbonden aan de uitbreiding;

4° in geval van herschakeling :

a) de firma en het adres van het bedrijf evenals de aard van zijn activiteit;

b) de plaats waar de aan te werven werknemers hun activiteit zullen moeten uitoefenen;

c) de noodzakelijkheid, het doel, de omvang en de financiering van de herschakeling;

d) de voorziene duur van de herschakelingsoperaties en hun uitvoeringstempo;

e) de raming van het aantal werknemers waarvan de tewerkstelling in het bedrijf tijdens de herschakelingsoperaties zal behouden worden;

f) de raming van het aantal werknemers waarvan het werk tijdelijk verminderd of onderbroken zal zijn tijdens de herschakeling;

g) de raming van het aantal en de beschrijving van de nieuwe voorziene betrekkingen;

h) de spreiding van de verminderingen en van de nieuwe dienstbetrekkingen van het personeel;

i) de verantwoording van de geschiktheid van een eventueel programma van beroepsopleiding; de raming van het aantal werknemers betrokken in deze opleiding en het nieuwe beroep dat zij zullen moeten uitoefenen;

j) de aard en het plan van de investeringen verbonden aan de herschakeling.

Artikel 290. De Raad van beheer beslist over de overeenstemming van de aanvragen tot bijdrage met de voorziene bepalingen, over het gevolg eraan te geven en bepaalt, in geval van voordelig gevolg, het maximum bedrag van de bijdrage, de begrotingstoerekening evenals het voorleggingstermijn door het bedrijf van de bewijsstukken.

De Minister keurt de aanvragen goed. De Raad van beheer sluit de overeenkomsten.

Geen gunstige beslissing kan genomen worden tenzij binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsgrenzen.

Artikel 291. De bijdragen voor de bedrijven waarvan de oprichting, de uitbreiding of de herschakeling het overschrijden van de in artikel 287 voorziene maximumgrens toelaat, zullen, in alle onderstelling, na beëindiging van de overeenkomst vereffend worden.

Artikel 292. De vereffening van de bijdrage zal op voorlegging door het bedrijf van de in de overeenkomst opgesomde bewijsstukken plaats hebben.

Deze stukken zullen op de dienst ingediend worden op een in de overeenkomst bepaalde datum. De overschrijding van de aldus zo voorziene vervaldag zal hetzij de terugwinning van de reeds gestorte bijdragegedeelte, hetzij het niet-storten van de bijdrage als gevolg hebben.

Artikel 293. De artikelen 76 tot 81 blijven de vóór de inwerkingtreding van de artikelen 279 tot 292 gesloten overeenkomsten regelen.

De aanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven geldig en, in afwijking van artikel 289, § 2, kunnen de volledige dossiers ingediend worden na het begin van de bedoelde activiteit, ten laatste op 31 december 1987.

Brussel, 24 september 1987.

M. WATHELET,

Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,  
de Algemene Zaken en het Personeel.

A. DECLÉTY,

Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest.

F. 87 — 2057 (87 — 1601)

23 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant l'exercice de la chasse au grand gibier dans une partie du territoire de la Région wallonne sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay. — Errata

L'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 5 septembre 1987, page 13150, est à modifier de la façon suivante :

Le texte français du 4<sup>e</sup> référant est rédigé comme suit :

« Vu la convention du Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, modifiée par l'article 1<sup>er</sup> du Protocole du 20 juin 1977 de cette convention et notamment son article 4; »

Un 5<sup>e</sup> référant est à ajouter à sa suite :

« Vu la décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les Régions des Pays du Benelux où un Plan de tir sera appliqué; ».

#### ÜBERSETZUNG

D. 87 — 2057 (87 — 1601)

23. JULI 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Ausübung der Jagd auf Hochwild in einem Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der auf den Gemeinden Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot und Manhay liegt. — Errata

In dem in *Belgisches Staatsblatt* vom 5. September 1987, Seite 13150, veröffentlichten Erlass ist der vierte Bezugsvermerk der französischen Fassung durch den folgenden Text zu ersetzen :

« Vu la convention du Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, modifiée par l'article 1<sup>er</sup> du Protocole du 20 juin 1977 de cette convention et notamment son article 4; »

Nach diesem Bezugsvermerk ist ein fünfte Bezugsvermerk einzufügen :

« Vu la décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les Régions des Pays du Benelux où un Plan de tir sera appliqué; ».

#### VERTALING

N. 87 — 2057 (87 — 1601)

23 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de uitoefening van de jacht op groot wild in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay. — Errata

Het hierboven vermelde besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 september 1987, bladzijde 13150, dient te worden vervangen als volgt :

De franstalige tekst van de vierde aanhefverwijzing wordt als volgt opgesteld :

« Vu la convention du Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, modifiée par l'article 1<sup>er</sup> du Protocole du 20 juin 1977 de cette convention et notamment son article 4; »

Na de vierde aanhefverwijzing dient volgende aanhefverwijzing te worden gevoegd :

« Vu la décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les Régions des Pays du Benelux où un Plan de tir sera appliqué; ».